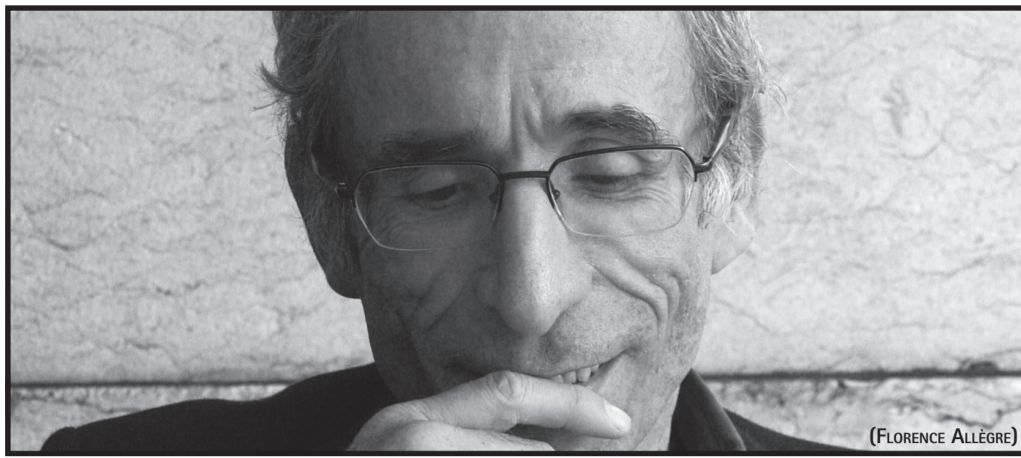


Encart spécial pages I à IV

# Hommage à Daniel Bensaïd, disparu le 12 janvier



(FLORENCE ALLÈGRE)

M 04249 - 39 - F: 1,20€

# TOU est à nous!

21 JANVIER 2010 | N°39 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

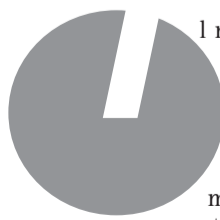
## HAÏTI

# LES RAISONS DU DÉSASTRE



(CARLOS BARRIA/REUTERS)

*Le tremblement de terre devrait faire plusieurs centaines de milliers de morts en Haïti, mais la première cause en est la misère qui touche ce pays.*



Il n'y a pas de «malédiction»<sup>1</sup> en Haïti, mais bel et bien un acharnement qui ne relève pas du hasard. En 1995, un tremblement de même magnitude a fait 6437 morts à Kobe, au Japon. Les centaines de milliers de morts à Haïti sont dus à l'extrême pauvreté du pays. Pourtant, avant d'être l'un des

pays les plus pauvres au monde, cette ancienne colonie française était une terre promise à une grande prospérité. Haïti est le symbole de la lutte contre l'esclavage et si acharnement il y a, ce n'est guère celui de la nature mais celui des pays les plus riches. L'acharnement des forces impérialistes et colonialistes qui pillent ce pays depuis 200 ans, depuis que les esclaves noirs, les premiers

de l'histoire, brisèrent leurs chaînes. La France et les États-Unis portent une responsabilité historique dans les raisons de l'instabilité politique et de la misère des Haïtiens.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5

## EUROPE ÉCOLOGIE TRANSFORMER L'ESSAI ?

L'espoir d'Europe Écologie est de réitérer aux régionales le bon score réalisé aux élections européennes. La liste qui réunit des acteurs du mouvement social, des magistrats qui ont combattu les «affaires» et des militants politiques représentant la sensibilité écologiste au sein du PS et du PCF, est un premier succès. Dommage que leur projet soit de s'allier avec des partenaires fort peu préoccupés d'écologie. LIRE PAGE 3

## CONTI SOLIDARITÉ

LES CONTI SACCAGÉS PAR LA JUSTICE



LIRE PAGE 5

## AFGHANISTAN MANIFESTONS LE 23 JANVIER

Le collectif Otan-Afghanistan appelle à manifester contre la sale guerre menée depuis 2001, les 23 et 24 janvier. Ces mobilisations auront également comme objectif de protester contre la réunion qui se tiendra à Londres le 28 janvier et qui réunira des chefs d'État des pays alliés des USA pour discuter de la situation en Afghanistan et de l'effort militaire que leur demande Obama. À l'issue de cette réunion, Sarkozy devrait annoncer l'envoi de nouvelles troupes dans le pays. LIRE PAGE 8



édito

Par **Josette Trat**

## NON À UNE LOI CONTRE LE VOILE INTÉGRAL

En parallèle à la campagne sur « l'identité nationale », les partisans d'une loi contre le voile intégral cherchent à rallier dans un

unanimisme de façade les laïques, les féministes et de vrais racistes. Ratisser large, tel est l'objectif à la veille des prochaines élections. C'est André Gerin, député PCF des Bouches-du-Rhône, qui a été à l'initiative de cette campagne, recevant immédiatement le renfort de la droite. Y aurait-il urgence? Quelques centaines de femmes dissimulées des pieds à la tête mettent-elles en danger la République? On peut être choqué, révolté, lorsqu'on croise ces oiseaux de mort. On peut être convaincu (et nous le sommes) que le voile intégral porte atteinte à la dignité humaine, à l'égalité entre femmes et hommes et qu'il ne faut pas le banaliser. Mais ce n'est certainement pas par une loi inapplicable et liberticide que l'on combattrait ce phénomène. Va-t-on interdire à ces femmes de circuler librement dans la rue au risque de les enfermer dans leur maison et d'accentuer l'arbitraire et la présence policière dans la vie quotidienne? De plus, une telle loi transformerait en martyres ces femmes et risquerait de susciter de nouvelles vocations... et renforcerait enfin la stigmatisation des musulman-e-s dans leur ensemble en favorisant l'amalgame entre islam, fondamentalisme et... terroristes en puissance. En concoctant une nouvelle loi de circonstance, Sarkozy ne défend en aucun cas la dignité des femmes qu'il bafoue quotidiennement en démantelant les services publics, en asphyxiant les associations de défense des droits des femmes ou en développant la précarité. Il ne défend pas non plus la laïcité, lui qui attaque l'école publique au profit des écoles privées, du primaire au supérieur. Avec cette loi, le gouvernement veut seulement faire diversion par rapport aux problèmes fondamentaux (emploi, logement, santé, transports publics etc.). C'est pourquoi la gauche doit refuser de mettre le petit doigt dans cette campagne, et même de voter la moindre résolution qui laisserait penser qu'elle partage les mêmes valeurs que ce gouvernement.

### 22 JANVIER, AMÉRIQUE LATINE.

Conférence-débat « Crise du néolibéralisme, mouvements sociaux et alternatives politiques en Amérique latine » animée par Franck Gaudichaud, maître de conférences à l'Université Grenoble 3.

RV à 20 heures, Salle Agrippa-d'Aubigné, 14 boulevard de Brosses, Dijon. Contact : attac21@gmail.com

### 22 JANVIER, LA BRÈCHE, SIGNATURE.

Michel Lequenne, trotskiste historique, est dans l'impossibilité de séparer sa vie des livres qu'il a lus. Il nous livre avec ces Mémoires le parcours initiatique dans le monde du savoir d'un homme engagé dans la transformation du monde. Autodidacte, réfractaire au STO, terrassier, il devient résistant et trotskiste. Puis il entre dans l'édition où il pratique tous les métiers : secrétaire, comptable, correcteur, traducteur, lecteur, écrivain... Spécialiste de Christophe Colomb, son apport historique est devenu incontournable. Ses engagements marxiste, révolutionnaire et surréaliste sont l'œuvre de toute une vie.

Michel Lequenne présentera et signera son livre le mardi 22 janvier dès 18 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, M° Daumesnil, Paris 12<sup>e</sup>.

### 22 JANVIER, ANNEMASSE, NPA.

Réunion publique « Nos emplois pas leurs profits », avec plusieurs intervenants. RV à 19h30, salle Paulownia (à côté de la MJC sud).

### 22-23 JANVIER, SOCIÉTÉ LOUISE MICHEL, RENCONTRE, SAINT-DENIS.

Puissances du communisme (de quoi le communisme est-il le nom?). Rencontre organisée en partenariat avec le département de philosophie de l'Université Paris 8 et les revues Contretemps et Lignes. RV de 9 heures à 18 heures. Entrée libre dans la limite des places disponibles. Pour tout renseignement : societelouisemichel@free.fr Lire p. 6.

### 23-24 JANVIER, AFGHANISTAN.

Mobilisation populaire dans toute la France pour exiger du gouvernement

qu'il renonce à envoyer des soldats en Afghanistan et pour exprimer notre solidarité avec le peuple afghan, en premier lieu avec ceux et celles qui se sont réfugiés en France. Manifestation à Paris le samedi 23 janvier. RV à 14 heures place de la République.

### 23-24 JANVIER, BASE ÉLÈVES, BOBIGNY.

3<sup>e</sup> rencontre nationale de la Coordination nationale contre Base élèves. Tous ceux qui refusent le fichage des enfants dès l'école maternelle pourront se retrouver pour organiser une lutte commune des parents, des enseignants et des élus contre ce projet. RV École Marie Curie, rue Karl Marx, à Bobigny à partir de 10h30 samedi. Infos : <http://retraitbaseeleves.wordpress.com>

### 24 JANVIER, DANIEL BENSÂÏD, PARIS.

Le NPA rend hommage à Daniel Bensaïd avec Alain Badiou, Olivier Besancenot, Carmen Castillo, Grégoire Chamayou, Charb, Annick Coupé, Flavia D'Angeli, Alain Krivine, Jeannette Habel, Samuel Johsua, Emily Loizeau, Francisco Louça,

Mickaël Lowy, Daniel Mermet, Serge Pey, Edwy Plenel, Miguel Romero, François Sabado, Elias Sanbar. RV de 14 à 18 heures, au théâtre de la Mutualité (Métro Maubert-Mutualité)

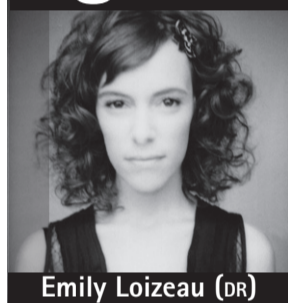
**27 JANVIER, DANIEL BENSÂÏD, TOULOUSE.** Le NPA 31 rendra hommage à Daniel Bensaïd, le mercredi 27 janvier. RV à 20h30, salle du Sénéchal à Toulouse.

**28 JANVIER, NPA, PARIS.** Réunion publique « Un an d'existence du NPA en France et dans notre arrondissement, les enjeux des élections régionales, le logement, les transports, la poste, les luttes sociales... » avec Alain Krivine. RV à 19h30 au patronage laïque, 72 avenue Félix-Faure, Paris 15<sup>e</sup>, M° Boucicaut, Bus 62.

**30 JANVIER, VITRY, NPA.** Réunion publique « Leur crise, nos emplois, les réponses du NPA », avec des sans-papiers, des salariés de la RATP et de la SCNF et des candidat-e-s aux régionales. RV à 14 heures, salle de la Gare, 11, avenue de Chanzy à Vitry.

## à noter

## regards



Emily Loizeau (DR)

Propos recueillis par Sylvain Pattieu

## EMILY LOIZEAU DES RACINES ET DES AILES

Emily Loizeau est chanteuse-compositrice-interprète, auteure de deux albums, *L'autre bout du monde* en 2006 et *Pays sauvage* en 2009. Elle vient de recevoir le prix Constantin.

**V**ous faites à la fois des chansons sur la séparation, la perte d'êtres chers et d'autres plus légères, oniriques, comme des comptines.

Je suis comme ça, écorchée par des épisodes de ma vie, le deuil, la perte, et tout ça a besoin de s'exprimer. Dans mon premier album j'évoque le deuil de mon père. Mon deuxième album est une réponse au premier : mes écorchures sont toujours présentes mais je veux m'en laver par une transe joyeuse et vivante. Le langage du conte, de l'enfance, me permet aussi de parler de choses qui ne sont pas toujours légères. *Je ne sais pas choisir*, dans le premier disque, est humoristique mais traite du suicide. *La Femme à barbe* dans le deuxième album est une chanson que les enfants adorent, mais son fond est sombre : sous un masque forain et léger, il est question de l'exclusion dans les grandes villes, de cette proximité et en même temps de la violence du rejet de ce qu'on ne veut pas voir. Le choix de ce langage pour évoquer une telle thématique rend la chose recevable : je ne veux surtout pas être moraliste ou donneuse de leçons. *Voilà pourquoi* est une sorte de boutade anarchiste pour enfants, elle repose sur la joie et la légèreté, l'absurde qui est aussi un moyen de se relever de ses peines. Mon deuxième disque est la continuation du voyage initié dans le premier. J'avais un rêve récurrent dans lequel je retrouvais mon père, comme s'il n'était pas mort. Mon deuil ne voulait pas se faire. À force de chanter sur scène *L'autre bout du monde*, dans lequel j'évoque ce rêve, il a disparu. C'est un sentiment bizarre de deuxième perte, il n'y a plus ce lieu de douceur dans mon sommeil où je pouvais atténuer la douleur. C'est une perte du souvenir, à la fois tragique et géniale, parce qu'elle permet de passer à autre chose.

**Vous avez fait des études de philosophie à Paris 8 Saint-Denis, quelle influence cela a-t-il eu sur votre parcours?**

Mon parcours piano classique/philo/théâtre m'a amenée à ce que je suis aujourd'hui. La philosophie a été pour moi une passion en terminale, que j'ai reprise plus tard. J'ai commencé par le piano classique, qui s'est révélé trop rigide pour moi. J'avais besoin d'explorer la scène de manière plus personnelle. La philosophie a alors été une étape vers autre chose, mais jamais une finalité. J'ai étudié à Paris 8, une université de banlieue, avec beaucoup de personnes d'origine immigrée, avec des gens engagés politiquement, des discussions très enrichissantes. J'ai lu de la philosophie indienne à travers Schopenhauer, Nietzsche, j'ai apprécié aussi Spinoza. J'ai eu des professeurs extraordinaires et très diversifiés, Jacques Rancière, Alain Badiou, Daniel Bensaïd,

Alain Brossat... Leurs points de vue étaient très différents et toujours très ancrés. Ils m'ont permis de me fonder à une autre échelle que simplement artistique, même si tout ça était déjà semé car mon père était très érudit et très engagé.

**Il s'agit de philosophes engagés, quel lien faites-vous entre vos chansons et cet engagement ?**

Les sujets politiques et sociaux sont tellement importants qu'ils sont très compliqués. Une chanson engagée peut être vite stérile ou négative, il est rare d'en faire autre chose. Des artistes comme Bob Dylan, Renaud ou Brassens ont eu ce talent. Mais il n'est pas donné à tout le monde de provoquer quelque chose, de déstabiliser, d'être pertinent. Pour l'instant je n'ai pas rencontré ça en moi. Il y a une dimension d'engagement dans ma vie, mais je ne suis pas encore convaincue que mes chansons puissent formuler une vision vitale dans ces domaines. Dylan, dans le film de Scorsese, dit qu'il ne serait plus capable aujourd'hui d'avoir ce regard, cette vision politique, qu'il portait dans les années 1970. Il a été pris par surprise, il était là et voulait dire ça, mais il n'est plus aujourd'hui dans cette position. Je pense que c'est très vrai, il y a une sorte de fulgurance qui dépend de l'artiste mais aussi du contexte. Il faut faire attention car il y a beaucoup de mauvaises chansons engagées, et ça peut être contre-productif. J'essaye d'effleurer certains thèmes avec *La Femme à barbe* par exemple, mais sans prétention. *Le Cœur d'un géant* symbolise cette planète, qui paraît grande mais tient dans une main et peut être écrasée. Mais j'aborde tous ces thèmes de manière très métaphorique, car j'ai très peur de faire quelque chose de maladroit.



(DR)



## EUROPE ÉCOLOGIE TRANSFORMER L'ESSAI ?

Passer devant le Parti socialiste... au moins dans deux ou trois régions - par exemple en Île-de-France - lors des élections régionales en mars prochain : tel est bien l'objectif des listes Europe Écologie, la coalition dont les Verts constituent la charpente.



Cécile Duflot et François Hollande à la fête de l'Huma, le 15 septembre 2007, lors du débat sur « Quel avenir pour la gauche ? » (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS)

**P**our Europe Écologie, l'espoir est de rééditer le score des Européennes de juin dernier où, avec 16,28% des voix, ils avaient talonné la liste socialiste (16,48%). Lors du meeting de lancement de la campagne nationale, ce week-end à Montreuil (Seine-Saint-Denis), il y avait d'ailleurs comme un parfum de revanche aussi, si l'on en croit les déclarations des principaux dirigeants Verts. Ainsi, après avoir égratigné un PS qui « en est au programme des écologistes... il y a dix ans », il annonce l'ambition de la coalition : « être, de manière définitive, la troisième force politique nationale » avec, comme perspective, d'avoir en 2012 « entre 50 et 100 députés écologistes à l'Assemblée nationale ». Quant à Dominique Voynet - pensant sûrement aux années passées au ministère de l'Écologie

sous le gouvernement de Lionel Jospin - elle s'est lâchée : « Nous ne voulons plus jouer les seconds rôles, les forces d'appoint, les camarades compréhensifs qu'on câline dans l'entre deux tours pour les négliger voire les humilier pendant tout le reste du mandat ! » De fait, le développement du vote en faveur de la coalition écologiste se nourrit du brouillage d'image et des difficultés du Parti socialiste, beaucoup plus que du caractère offensif de leurs propositions... En effet, jusqu'à présent, Europe Écologie n'a nullement réussi à surmonter la contradiction originelle qui a toujours fragilisé les Verts : la dénonciation souvent juste des catastrophes écologiques présentes et à venir - ce qui appellerait donc des solutions radicales - débouche sur des propositions extrêmement modestes, ne s'attaquant pas aux causes, le tout dans une perspective de cogestion institutionnelle avec des parte-

naires fort peu préoccupés d'écologie. Pourtant, chacun peut constater que la montagne du « Grenelle de l'environnement », salué en son temps par les Verts, a accouché d'une souris. Et la faillite du sommet de Copenhague est récemment venue rappeler que l'on ne peut s'attaquer au problème du réchauffement climatique sans remettre en cause le système économique et productif - le capitalisme - qui en est la cause. Ainsi, pour les régionales en Île-de-France, il semble que l'idée phare d'Europe Écologie soit la proposition d'une zone unique de tarification pour les transports en commun. Pourquoi pas ? Mais pourquoi, tout simplement, ne pas oser la gratuité comme le propose le NPA ? Reste que, sur fond de crise généralisée de la gauche et du mouvement social, la composition même des listes d'Europe Écologie constitue un premier succès pour ses initiateurs. La présence sur ces

listes, aux Européennes et aux Régionales, d'Eva Joly ou de Laurence Vichnievsky, de José Bové ou de Marie... Bové, d'Augustin Legrand - animateur des Enfants de Don Quichotte - ou d'Emmanuelle Cosse - ancienne porte-parole d'Act-Up - montrent la capacité de la coalition à attirer des personnalités représentatives de prises de positions radicales et de combats légitimes ainsi que de secteurs militants. À cela s'ajoutent le ralliement de « politiques » venus des sensibilités écologistes du PS ou des opposants du PCF, tels Stéphane Gatiannon et Jacques Perreux. Autant de raisons d'approfondir notre profil écosocialiste et de faire, en pratique, la démonstration que l'écologie politique institutionnelle et néolibérale ne peut ni résoudre les questions qu'elle pose ni répondre aux aspirations des acteurs du mouvement social.

**François Coustal**

## HAÏTI

SUITE DE LA PAGE 1

Tout commence en 1791, en pleine Révolution française. Un soulèvement victorieux met fin à 300 ans d'esclavagisme qui faisait de cette colonie française une source de revenus très importante grâce aux ressources sucrières, et voit la nomination du premier gouverneur noir : Toussaint Louverture. Malgré l'envoi par Napoléon de l'armée en 1801, l'indépendance est proclamée en 1804.

La jeune république essuie des attaques de toutes parts du fait de la cupidité des grandes puissances qui ne peuvent admettre la liberté de ces esclaves et convoitent les richesses de l'île.

En 1825, le roi de France, Charles X, négocie la reconnaissance de l'indépendance de l'île en échange d'indemnités : la « dette de l'indépendance ». Celle-ci s'élève à 150 millions de francs, soit l'équivalent du budget annuel de la France de l'époque !

La spirale infernale de la dette est mise en place bien avant les politiques actuelles du FMI et de la Banque mondiale, dans une même logique et surtout avec les mêmes conséquences : l'appauvrissement du pays et de ses habitants et l'enrichissement d'une minorité.

Haïti bascule alors dans l'instabilité politique alimentée par les pays du Nord et permettant aux États-Unis de justifier leur intervention et l'occupation de l'île de 1914 à 1934. Le pays tombe alors dans le giron des États-Unis, qui à partir de cette date, en formeront les élites et en choisiront les dirigeants.

En 1957, la dynastie des Duvalier s'installe au pouvoir pour 30 ans. Le pays sombre alors dans une corruption et un endettement sans précédent avec l'appui des États-Unis et de la France, aggravés par la terreur que font régner les tontons macoutes, milice paramilitaire aux mains du pouvoir.

Entre 1970 et 1986, la dette est multipliée par 17,5 et atteint 750 millions de dollars (et 1250 aujourd'hui). Lorsque Jean-Claude Duvalier fuit le pays en 1986, c'est en France qu'il se rend avec 900 millions de dollars dans ses valises, somme qui dépasse de loin l'endettement du pays et met en évidence le caractère odieux de cette dette, contractée par des politiques illégitimes. Durant toutes ces années, le peuple haïtien ne cesse de s'enfoncer dans la misère : moins d'un Haïtien sur deux a accès à l'eau potable, un adulte sur deux est analphabète et enfin quatre Haïtiens sur cinq vivent sous le seuil de pauvreté. Les vœux pieux des différents gouvernements, comme celui de Sarkozy ou d'Obama, pour aider Haïti ne sont que pure hypocrisie. Ces deux puissances se disputent déjà la gestion de l'aide internationale avec comme arrière-pensée la volonté d'asseoir encore un peu plus leur mainmise sur le pays. Pour aider Haïti à se relever, que la France commence par saisir la fortune de Duvalier pour les rendre au peuple haïtien, que la Banque mondiale et le FMI annulent la dette et que le peuple haïtien décide, enfin seul, de sa politique sans ingérence et sans le pillage des colons d'hier.

**Thibault Blondin**

1. Le Monde, 15 janvier 2010.

## et aussi

**SARKOZY PASSE 4 HEURES À MAYOTTE.** Le 18 janvier, Sarkozy a passé quatre heures à Mayotte, dans les îles des Comores (océan Indien), occupées par la France pour affirmer la maîtrise de la puissance coloniale sur ce territoire qui va devenir un département en 2011. Lors de la décolonisation des Comores en 1974, 90% de la population s'était déterminée pour l'indépendance, la population de Mayotte s'étant prononcée contre, la France a maintenu son occupation sur ces îles des Comores. L'ONU qui s'est prononcée contre l'occupation et pour le maintien de l'intégrité territoriale des Comores a confirmé, en 1994, l'appartenance de Mayotte à l'État comorien. « Près de 20 000 étrangers en situation irrégulière ont été éloignés en 2009 ! C'est presque autant que pour tout le territoire métropolitain ! », s'est réjoui Sarkozy. Les étrangers en question sont des Comoriens, aussi étrangers aux Mahorais que le sont les Parisiens pour les Bretons ou les Alsaciens. L'administration de l'île n'hésite pas à expulser des mineurs. Ainsi, en novembre 2008, 2 194 enfants avaient été expulsés sur l'année en cours, 628 avaient

moins de deux ans. Ces pratiques avaient été dénoncées par la défenseure des enfants, fonction qui a été supprimée depuis par le gouvernement.

**GRÈVE RECONDUCTIBLE DANS PLUSIEURS BUREAUX DE POSTE PARISIENS.** En dépit de la température ambiante, la semaine a été chaude pour les facteurs de plusieurs arrondissements de Paris et notamment à Paris 15<sup>e</sup>. Ils sont confrontés à des réorganisations supprimant environ 10% des effectifs. La Poste veut également mettre en place un système de tournée dite « sécable », qui organise un sous-effectif permanent dans les services de distribution du courrier et permettrait à terme de supprimer environ un quart des 4 000 facteurs parisiens. Le mercredi 13 janvier, la grève a démarré dans plusieurs bureaux : Paris 15<sup>e</sup> (un tiers des agents en grève), Paris 11<sup>e</sup> et Paris 7<sup>e</sup>. Le lendemain, elle a été reconduite à Paris 15<sup>e</sup> et a démarré à Paris 20<sup>e</sup>. La direction a refusé de négocier, sinon quelques aménagements à la marge, ce que les syndicats (Sud et

CGT) n'ont pas accepté. Le vendredi 15, 78 grévistes à Paris 15<sup>e</sup>, une cinquantaine présents sur le piquet. La direction faisait distribuer un tract par les cadres sup' avec pour titre « Nouvelles organisations : ne laissons pas dire n'importe quoi » qui était une réponse aux tracts syndicaux... avec quelques perles comme « Des suppressions d'emplois : Faux ! les établissements ont anticipé leurs réorganisations en ne remplaçant par les départs... » La grève restait suivie aussi à Paris 20<sup>e</sup> (80 personnes sur le piquet). Le samedi 16, le nombre de grévistes n'avait pas diminué à Paris 15<sup>e</sup>. Une motion s'adressant à l'ensemble des postiers de Paris a été adoptée demandant aux syndicats de se réunir pour construire la riposte de tous les bureaux de Paris. Lundi 18, la grève devait être reconduite à Paris 15<sup>e</sup> et un tract des trois syndicats soutenant la grève (CGT, SUD, FO) diffusé sur l'arrondissement en direction des usagers. Il était question d'un démarrage de la grève à Paris 6<sup>e</sup>. Les militants du NPA de la Banque postale voisine du Centre de Paris 15<sup>e</sup> essaient d'organiser la solidarité avec les collègues de La Poste.



## ORDRE INFIRMIER RACKET ORGANISÉ

**UNE MOBILISATION** visant à la désobéissance est organisée le 26 janvier dans neuf lieux en France contre l'ordre national infirmier. Celui-ci tente de s'imposer par la force, alors que 87% des infirmières ne sont pas allées voter aux élections organisées en avril 2008. Cette abstention massive marque un manque d'intérêt mais surtout un fort mécontentement à l'égard de cette instance, qui subordonne le droit d'exercer à l'inscription à l'ordre et au paiement d'une cotisation de 75 euros. Sinon des sanctions telles que deux ans de prison, 300 000 euros d'amende et l'interdiction d'exercer peuvent être décidées à leur encontre.

Il ne reste que quelques jours aux infirmières pour adhérer, mais, comme les kinésithérapeutes qui résistent depuis trois ans, elles sont bien décidées à ne pas se laisser faire.

Corporatiste, réactionnaire, cet ordre infirmier ne met pas en avant la défense des intérêts des salariés, bien au contraire.

Son objectif est de contrôler l'accès au métier et sa déontologie, mais aussi de faire disparaître les actions syndicales présentes dans ce secteur.

Les infirmières comme les kinésithérapeutes et les orthophonistes n'ont pas besoin d'un ordre privé. Il existe déjà pour les infirmières un conseil supérieur professionnel pour réguler l'exercice du métier ainsi qu'un décret qui définit les compétences. Une intersyndicale est en marche pour l'abrogation de la loi qui a créé l'ordre. L'objectif est également d'obtenir davantage de moyens afin de permettre aux infirmières de remplir leurs missions au quotidien dans de bonnes conditions de travail pour une meilleure prise en charge des patients. Ce qui veut dire l'arrêt des suppressions de postes et des moyens financiers notamment pour sauver l'hôpital public.

Les infirmières du public auront un autre motif pour se mobiliser. En effet, un changement de statut est en cours pour les faire passer de la catégorie A de la fonction publique à la catégorie B.

Nsuni Met



20 novembre 2008. Grève et manifestation unitaire des enseignants contre les réformes engagées par le ministre Xavier Darcos. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

## RÉFORME DU LYCÉE, DANGER DANS LA RUE LE 21 JANVIER!

*La réforme du lycée, entérinée par le Conseil supérieur de l'Éducation le 10 décembre, constitue une remise en cause importante du système que nous connaissons et une grave régression.*

**L**e 10 décembre, la réforme du lycée a été mise en lumière auprès de l'opinion publique par la réaction de nombre d'intellectuels et personnalités politiques, contestant la suppression de l'histoire-géographie terminale scientifique. La défense de son maintien est une cause que le NPA doit soutenir: il n'est pas normal qu'on l'évince pour une partie des lycéens, de plus à l'âge où ils vont voter. Mais la réforme s'attaque aussi à d'autres matières, notamment les sciences économiques et sociales, dont le Medef disait, il y a peu, qu'elles «ne donnaient pas une assez bonne image de l'entreprise» et qui voient leur horaire réduit! Il en est de même pour le français en seconde, les maths, retirées de la première littéraire. Le jeu des options (modules exploratoires), enfin, et les passerelles d'orientation<sup>1</sup>, proposi-

tions séduisantes à première vue, entraîneront une spécialisation et une hiérarchisation des établissements, ainsi que le renforcement du tri social. Quant à l'accompagnement éducatif, il s'avérera vite être un leurre. Derrière une prétendue diversification, il s'agit donc, en fait, d'un appauvrissement de l'offre de formation au nom des économies réalisées sur le dos de l'école publique, en particulier du fait des 16 000 suppressions de postes prévues à la rentrée prochaine. Cette régression débouche sur une aggravation des conditions de travail des personnels enseignants et une détérioration des possibilités d'étude des jeunes qui se traduira nécessairement par un accroissement des inégalités scolaires. Mais Luc Chatel, ministre de l'Éducation, prétend aussi remettre en cause le statut des enseignants et la manière dont ils exercent leur métier. La réforme prévoit un conseil

pédagogique, désigné par le chef d'établissement, avec des pouvoirs étendus, qui peuvent attaquer la liberté pédagogique. Ce conseil est une arme de guerre contre la nécessaire indépendance de l'enseignant. Le rôle du proviseur va être accru sur la dotation horaire globale (DHG), notamment sur les dédoublements de classes. Une partie des heures d'enseignement en demi-groupes sera attribuée par les proviseurs de chaque établissement. Certaines matières qui bénéficiaient jusque-là de ces dédoublements les verront supprimés, ce qui aura pour conséquence de mettre les profs en concurrence pour le maintien de leurs heures de cours. Pour ces diverses raisons, il convient d'imposer l'arrêt de la mise en œuvre de cette réforme, qui fait courir des risques graves au service public d'éducation. Après la grève du 24 novembre, la manifestation du 10 décembre,

surtout lycéenne, la grève du 21 janvier se profile à l'horizon. Lors de cette journée pour la fonction publique, les revendications des personnels de l'Éducation nationale seront présentes de la maternelle à l'université.

Mais une journée de grève, même massive ne suffira pas: il convient dès maintenant d'envisager la suite du mouvement, en liaison avec celui des lycéens, interrompu par les vacances, et qui peut reprendre. L'an dernier, l'action des jeunes a mis fin à la réforme Darcos. Leurs intérêts coïncident avec ceux des enseignants: maintenir l'offre de formation contre la régression libérale. Tous et toutes ensemble, soyons déterminés à agir pour bloquer la réforme Chatel par un mouvement de lutte prolongé pour gagner.

Robert Noirel, Anne Lafran

1. Voir *Tout est à nous!* n° 35 du 17 décembre 2009.

## et aussi

**CLARENSAC, LA CPE AUX ABONNÉS ABSENTS.** La conseillère principale d'éducation (CPE) n'est pas remplacée depuis décembre au collège de Clarensac (Gard), car il n'y a plus de titulaire disponible et le recrutement par le rectorat d'un CPE contractuel rétribué normalement n'est plus possible. Il reste alors la solution présentée comme unique, lors du conseil d'administration du 5 janvier dernier: l'embauche par le chef d'établissement d'un CPE sous contrat de droit privé, rétribué au plus bas salaire pour 35 heures ou plus encore. Il s'agit là d'une conséquence directe des suppressions massives de postes au sein de l'Éducation nationale. La continuité du service public n'est donc plus assurée et on assiste à une privatisation rampante du service public que l'on essaye d'instaurer comme légitime. Les chefs d'établissement commencent à recruter sous contrats privés, via Pôle Emploi ou d'autres réseaux, parfois plus personnels, réseaux sur la validité desquels il est bien difficile de se prononcer...

**200 À LILLE POUR LA DÉFENSE DE PIERRE PARÉSYS ET DE LA PSYCHIATRIE DE SERVICE PUBLIC.** Le 15 janvier, à l'initiative de l'Union syndicale de la psychiatrie de Sud Santé sociaux, et des collectifs contre «les politiques de la peur» et «la nuit sécuritaire» près de 200 professionnels de la psychiatrie se sont retrouvés à Lille. Ils étaient venus soutenir Pierre Parésys, psychiatre et syndicaliste à l'USP, non reconduit dans ses fonctions de chef de service par l'Agence régionale de l'hospitalisation. La cause de cette sanction? Son opposition à la loi Bachelot et son refus de soumettre son éthique professionnelle aux politiques de la peur. Dans la même logique, Pierre Delion, professeur de psychiatrie à Lille a été victime d'attaques diffamatoires. Cette rencontre a été l'occasion d'un riche débat sur le thème «soins psychique et indépendance professionnelle» et d'une réflexion collective sur les conséquences pour la psychiatrie de service public du «management d'entreprise» (loi HPST) et des législations sécuritaires, ainsi que

des moyens d'y résister. Le NPA a soutenu cette initiative et appelle à poursuivre la mobilisation la plus unitaire pour le retrait de la loi Bachelot et de toutes les lois sécuritaires.

**VICTOIRE CONTRE DES DISCRIMINATIONS SEXISTES.** Huit femmes de l'usine Snecma Gennevilliers (Seine-Saint-Denis), soutenues par la CGT, ont porté plainte aux prud'hommes pour discrimination salariale subie en tant que femmes durant leur carrière. Ce tribunal leur a donné raison en condamnant la Snecma à leur verser au total 288 000 euros. Cette victoire a été savourée dans l'usine: une bonne baffe envoyée à une direction arrogante et la fierté ressentie par les femmes. Fierté pour la reconnaissance de leurs droits, fierté et revanche après cette procédure où la direction et ses avocats ont voulu les faire passer non pour des discriminées mais pour des «nulles» en s'appuyant sur des témoignages de chefs et autres mange-merde.



# Nos emplois, pas leurs profits!

**SOLIDAIRES DES «CONTI».** Nous étions plus d'un millier, mercredi 13 janvier avec les six Conti devant la cour d'appel d'Amiens. Après une manifestation de la gare au tribunal puis un meeting, tous ceux qui les soutiennent depuis plusieurs mois se sont retrouvés : Syndicat de la magistrature, LDH, PCF, POI, LO, NPA, Front de Gauche, Verts, CGT Chimie, Solidaires. À l'audience, le président s'est acharné à montrer que les six ont commis des dégradations «gravissimes», impossibles à chiffrer... Nos camarades ont rappelé leur colère et leur désarroi à l'annonce de la liquidation du site. En l'absence de preuves, le procureur a tenté de réhabiliter la loi anticasseurs avec sa notion de responsabilité collective. L'avocate des Conti a dénoncé la manœuvre et demandé la relaxe. En requérant des peines allégées d'un mois, transformables en travaux d'intérêt général, le procureur a confirmé la volonté du pouvoir de faire baisser la tête à ceux qui se révoltent mais il a aussi pris garde de ne pas provoquer le mouvement de solidarité. Décision le 5 février.

**LA LUTTE CONTINUE À PHILIPS DREUX.** La direction n'a pas apprécié la prise en main de la production par les salariés. Mardi 12 janvier, des huissiers ont signifié aux rebelles l'illégalité de leur action. Le lendemain, neuf salariés ont reçu des lettres les menaçant de licenciement s'ils continuaient à détourner les téléviseurs vers un stockage illégal. Jeudi, le préfet s'est engagé à intervenir pour que la direction revioie le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Vendredi matin, les salariés ont décidé de suspendre leur contrôle de la production pour ne pas mettre en danger les neuf salariés menacés. La direction espère terminer fin janvier son sale boulot en liquidant le site de Dreux sans se soucier du sort des salariés. Ceux-ci ont fait la démonstration qu'ils pouvaient produire sans patron. Il faut obtenir l'annulation du PSE. La détermination des Philips reste grande. Il faut faire connaître leur combat et les soutenir financièrement (dons à l'ordre du Syndicat CGT Philips, 1, rue de Réveillon, 28100 Dreux).

**De l'argent, il y en a!**  
D'après le *Wall Street Journal*, le total des rémunérations versées par les plus grandes banques et institutions financières américaines a bondi de 18% en 2009 pour atteindre le record de 145 milliards de dollars (100 milliards d'euros). Les banquiers peuvent donc s'attendre à voir leurs revenus dépasser le montant record de 2007. Ainsi, la banque d'affaires Goldman Sachs devrait verser en moyenne 595 000 dollars à chacun de ses salariés pour 2009, une des années les plus rentables de son histoire de 141 ans. Chez JPMorgan Chase, les employés de la division banque d'investissement s'apprêtent à recevoir environ 463 000 dollars en moyenne.

## RENAULT FLINS MENSONGES ET CHANTAGES

Après son entrevue avec Sarkozy, le président de Renault s'est engagé à produire une partie de la future Clio 4 à Flins. Sarkozy s'en satisfait et prend la pose comme champion du «produire français».

Il y a trois ans, Sarkozy promettait de sauver l'aciérie de Gandrange en Lorraine. On sait ce qu'il est advenu de ses promesses. Même si le site de Flins (Yvelines) n'est pas aujourd'hui sous le coup d'une menace de fermeture, le même «cinéma» se reproduit, à un moment où les prévisions électorales ne sont pas bonnes pour la candidate de l'UMP à la présidence de la région Île-de-France où se situe Flins.

Samedi 16 janvier, après une entrevue avec Sarkozy, le président de Renault, Carlos Ghosn, a déclaré qu'une partie de la production de la Clio continuerait d'être réalisée à Flins, tout en prévenant que «parler aujourd'hui de volume n'est pas très réaliste». Bref, aucun engagement n'est pris, Renault poursuivant depuis vingt ans la destruction permanente des emplois touchant Flins comme le reste de l'industrie automobile. C'est la première fois depuis des années que l'on entend un

gouvernement rappeler que l'État détient encore 15% du capital de Renault. La Régie a été privatisée en 1987 en plusieurs étapes dont l'avant-dernière a eu lieu en 2001, à l'initiative de Laurent Fabius et Louis Schweitzer. Tous les choix de suppressions d'emplois et de rentabilisation à outrance ont été faits avec l'aval des gouvernements. Puisque la direction de Renault et le gouvernement affichent leur responsabilité partagée, les deux doivent rendre des comptes.

Dès les premiers murmures du gouvernement, la Commission européenne a joué son rôle de gardien du temple de la concurrence et a rappelé que «les prêts aux constructeurs automobiles nationaux n'imposent aucune condition sur les localisations de leur usine». Bref, les six milliards octroyés à Renault et PSA doivent l'être sans contrepartie. Merci au Traité de Lisbonne qui autorise ce genre de veto.

En une petite semaine, le gouvernement est devenu le champion du «produire

français». Même dans les syndicats, on a entendu des déclarations choisissant les usines françaises contre les autres.

Il faut clairement affirmer qu'à Flins, comme ailleurs, la défense de l'emploi est l'affaire de tous dans le groupe, en France et ailleurs. Dans sa confrontation spectacle, Renault cherche des subventions supplémentaires et une justification pour de nouvelles mesures de flexibilité du travail. Après les trois milliards reçus du gouvernement, cela s'appelle du chantage. En aiguisant la concurrence entre travailleurs, Renault cherche à tirer partout les salaires vers le bas. Aujourd'hui, l'usine de Flins est mise en concurrence avec celle de Bursa en Turquie. Demain, la Turquie sera mise en concurrence avec la Chine ou l'Inde. La riposte doit donc s'inscrire dans la perspective d'un alignement vers le haut des salaires et des conditions de travail. La grève victorieuse des ouvriers de Renault Dacia en Roumanie en avait montré le chemin.

La crise bien réelle de l'industrie automobile est une aubaine pour le patronat et le gouvernement. Ainsi, Flins, à l'avenir encore incertain, est une usine où sont produites des «petites voitures» dont les ventes ont très sensiblement augmenté en 2009. Ce qui est en cause, c'est l'accélération de la mondialisation capitaliste dopée par les faillites et les restructurations.

L'avenir d'une usine comme Flins, même en régime capitaliste, ne se résume sûrement pas à fabriquer des Clio 4 puis des 5, 6 ou 7. Mais «un tiens vaut mieux que deux tu l'auras» et le développement, encore largement hypothétique de la voiture électrique, n'est pas une garantie d'avenir pour l'usine. La meilleure assurance pour l'emploi réside dans la capacité des travailleurs à se mobiliser pour leurs droits, leurs salaires, et leurs conditions de travail.

**Jean-Claude Bernard**

Pour plus d'informations, consulter le blog NPA du secteur automobile : [www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

## SANOFI AVENTIS UNE GRÈVE EXEMPLAIRE

D'énormes profits, des suppressions d'emplois et pas d'augmentation. Les salariés de Sanofi Aventis se révoltent et plusieurs sites ont été bloqués.

**AVEC** neuf milliards d'euros, les bénéfices du groupe pharmaceutique, producteur de vaccins contre la grippe H1N1, ont pulvérisé les records en 2009. La brutalité de la direction est aussi sans précédent : une augmentation générale des salaires limitée à 1,2% et une restructuration qui pourrait remettre en cause jusqu'à 3000 emplois. À cette annonce, la colère est montée très rapidement car les salariés de ce secteur s'étaient sentis jusqu'à maintenant relativement épargnés. Deux sites de Sanofi Pasteur (division vaccins) se sont mis en grève fin décembre. Début janvier, le mouvement est reconduit avec une vigueur exceptionnelle. Les principales revendications sont de 150 euros minimum et 3% d'augmentation générale, ce qui est fort modeste alors que les profits de Sanofi représentent 90000 euros par salarié. À Marcy-l'Étoile, le plus gros site industriel de l'agglomération lyonnaise avec 3500 salariés, les 800 à 1000 grévistes ont été très combattifs : présence importante par rotation sur les cinq piquets de grève, y compris la nuit et le week-end malgré le grand froid, barricades de neige pour bloquer les véhicules, construction de cahutes chauffées. Les assemblées générales quotidiennes ont regroupé de 600 à 1000 personnes. De nombreux enseignements peuvent être tirés de cette nouvelle jeune classe ouvrière. Même s'il y a très peu de syndiqués et de traditions de luttes, il existe une forte disponibilité pour une action radicale qui, peut-être, fait écho aux immenses manifestations du début 2009. Un indice sur la combativité possible dans le pays?

Sur le site de Val-de-Reuil (Eure, 1600 salariés), la mobilisation et les formes de blocage étaient comparables à celles de Marcy-l'Étoile. Mais dans l'ensemble du groupe, la mobilisation a été inégale. L'appel à la grève avec manifestation, jeudi 14 janvier à Paris, aurait pu être un outil d'extension. Il a réuni 800 manifestants, des actions dans 27 sites et 3000 grévistes. Malheureusement cette initiative arrivait fort tard, après trois semaines de grève des deux sites les plus mobilisés.

Vendredi, la reprise du travail a été votée à Marcy-l'Étoile. La direction a joué l'épreuve de force et n'a pratiquement rien cédé : quelques embauches d'intérimaires, une relative limitation du recours à l'intérim, un tiers des jours de grève payés.

Face à l'indigence ou même à la trahison ouverte de certaines directions syndicales – l'exemple le plus caricatural étant la CFDT qui négociait les conditions de la reprise du travail à Lyon pendant la manif à Paris –, une question est posée parmi les travailleurs : comment se donner sa propre représentation en tant que grévistes (comité de grève?), comment construire un outil pour populariser et élargir la lutte sans être subordonnés au bon vouloir d'organisations syndicales qui ne veulent pas de la mobilisation?

**Gérard Vaysse**



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JR)

# LES MÉDIAS

**Une chose trop sérieuse pour être confiée aux capitalistes et à l'État**

## Les médias

constituent à la fois un secteur parmi d'autres de l'économie et un élément clé de la domination capitaliste. Possédés et gérés par de grands groupes industriels et financiers – Dassault, Bouygues, Lagardère, etc. – ou par l'État, ils constituent pour la classe dirigeante un moyen d'imposer les questions dont il importe de débattre à tel ou tel moment (identité nationale, insécurité, etc.), d'en occulter bien d'autres et de distribuer la parole à des «éditocrates» proches des pouvoirs en place (Attali, BHL, Adler, Val, etc.).

La classe capitaliste ne parvient pourtant qu'imparfaitement à faire passer sa propre conception du monde pour une vision universelle, du fait de mobilisations qui réussissent parfois à s'inviter dans le débat médiatique, de la ténacité critique de certains journaux ou journalistes (Denis Robert ou d'autres), mais aussi de la nécessité de maintenir l'illusion du pluralisme à travers l'apparition dans les médias – marginale il est vrai – de mouvements ou d'individus contestant l'ordre établi. Le NPA non seulement combat la réduction de l'information à une marchandise mais, plus précisément, lutte pour que le contrôle de la presse ne soit plus une prérogative des capitalistes et du gouvernement. Pour cela, il faut abolir la propriété privée des moyens d'information et instaurer – dans le secteur des médias comme dans l'ensemble du secteur public – un pouvoir des travailleurs et des usagers, seul moyen de créer les conditions d'un véritable pluralisme et d'une indépendance réelle de la presse à l'égard de tous les pouvoirs.

## MÉDIAS AUX ORDRES ET CONCENTRATION

Le contrôle des moyens d'information est à ce point crucial pour la reproduction de la domination capitaliste que Sarkozy, en commis fidèle du grand patronat, a fait des médias l'un de ses principaux objets de «réforme».

L'action du gouvernement s'est d'abord traduite dans des mesures visant à assurer un contrôle plus strict sur la direction des médias «publics». Depuis la loi promulguée en mars 2009, c'est ainsi au président de la République qu'il revient de nommer directement le président de Radio France, de France Télévisions et de l'Audiovisuel extérieur de la France qui fédère

RFI, TV5Monde et France 24.

La deuxième dimension de cette politique consiste – comme l'ont montré les «États généraux de la presse écrite» (dominés par les patrons de presse) – à satisfaire les intérêts des grands groupes de presse en proposant d'assouplir les règles en matière de concentration de la presse et en favorisant ainsi l'avènement de grands groupes multimédias.

**Le gouvernement actuel s'applique chaque jour, en restreignant l'indépendance des rédactions des médias nationalisés, à nous rappeler que secteur public ne veut pas dire service public, et qu'il est urgent non seulement de contester la propriété privée des médias mais d'imposer un contrôle des travailleurs et des usagers sur le secteur public d'information.**

## LICENCIEMENTS ET PRÉCARITÉ

L'année 2009 se termine sur un très mauvais bilan pour l'emploi dans la presse écrite, l'audiovisuel, les agences, la distribution, etc. Comme dans les autres secteurs de l'économie, les grands groupes propriétaires de médias et l'État ont restructuré à tour de bras, au prétexte de la crise.

La «réforme» de France Télévisions se traduira par des centaines de suppressions d'emplois; les salariés de RFI sont toujours en lutte contre le dépeçage imposé par le ministère des Affaires étrangères; dans les grands groupes de la presse magazine (Emap, Prisma, Lagardère Active-Hachette Filipacchi), les patrons ont ouvert des «guichets départs», mis en place des plans de licenciement rampants qui se traduisent par le non-renouvellement des contrats de dizaines de salariés en CDD ou la diminution du volume des piges des journalistes les plus précaires, tout en externalisant une partie des activités.

La presse quotidienne nationale (dernier en date, *Le Parisien*) ne fait pas mieux, de même que la presse régionale qui restructure, licencie et abuse des contrats atypiques, tels ceux des correspondants locaux de presse qui n'ont même pas droit au statut de salariés. Endémique, la précarité joue pleinement son rôle d'amortisseur selon les vœux des patrons de presse: éviter des plans de licenciement trop voyants, augmenter la productivité des journalistes, employés, ouvriers et techniciens qui doivent compenser le départ des précaires (ceux-ci assurent de 30% à 80% du travail selon les formes de presse).

**Ces derniers mois, la riposte contre les licenciements n'a pas été à la hauteur et l'intégration des précaires se fait attendre. Malgré quelques mouvements, à Hachette par exemple, ou récemment à l'AFP, les intégrations se font au compte-gouttes. Unifier et remobiliser tout le salariat des médias contre les licenciements et contre la précarité est l'une des tâches urgentes de l'heure.**

## UN SERVICE PUBLIC DE L'INTERNET

Un service public garantissant un usage démocratique du réseau Internet doit donner à chacun les moyens de se connecter et ne pas laisser le marché structurer l'offre de contenus, en particulier dans le domaine de l'information.

Une particularité de l'Internet, le faible coût de publication, a en effet favorisé l'escamotage du débat en semblant faire de la toile un pur espace de liberté et de gratuité. Chacun peut ainsi construire sa page personnelle et les groupes associatifs ou militants ont la possibilité (formelle) d'accéder à la visibilité sur Internet. Mais derrière cette illusion de gratuité et de pluralisme se dissimulent les conditions économiques nécessaires pour publier un média sur Internet susceptible d'atteindre un public large.

Pour mettre en ligne un site attractif et riche en contenus, il faut en effet un système de publication et des outils perfor-

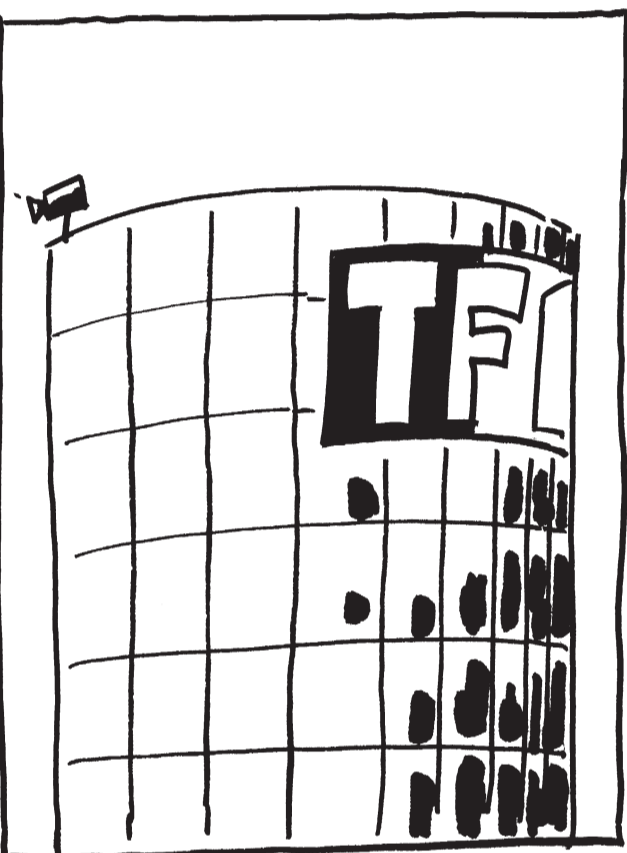
mants, mais surtout des professionnels ayant les moyens d'enquêter, de rédiger, de filmer, de monter les images, de réaliser la maintenance de l'ensemble, etc. Or, étant seuls à disposer de ces moyens, les groupes capitalistes s'approprient la formidable liberté que pourrait représenter Internet. Bien sûr, la dynamique des logiciels libres ouvre une véritable opportunité de progrès en dehors du secteur marchand et toutes ces expériences doivent être encouragées. Mais cela ne saurait suffire pour faire d'Internet un véritable média démocratique.

**Seul un service public de l'Internet pourrait par exemple mettre des outils de publication à la disposition des associations, des partis politiques, mais aussi de travailleurs en lutte ou de populations n'ayant jamais accès à la parole publique. Un tel service public permettrait par ailleurs de financer, selon des logiques échappant aux impératifs de rentabilité à court-terme, la production/diffusion de contenus culturels sous forme multimédia.**

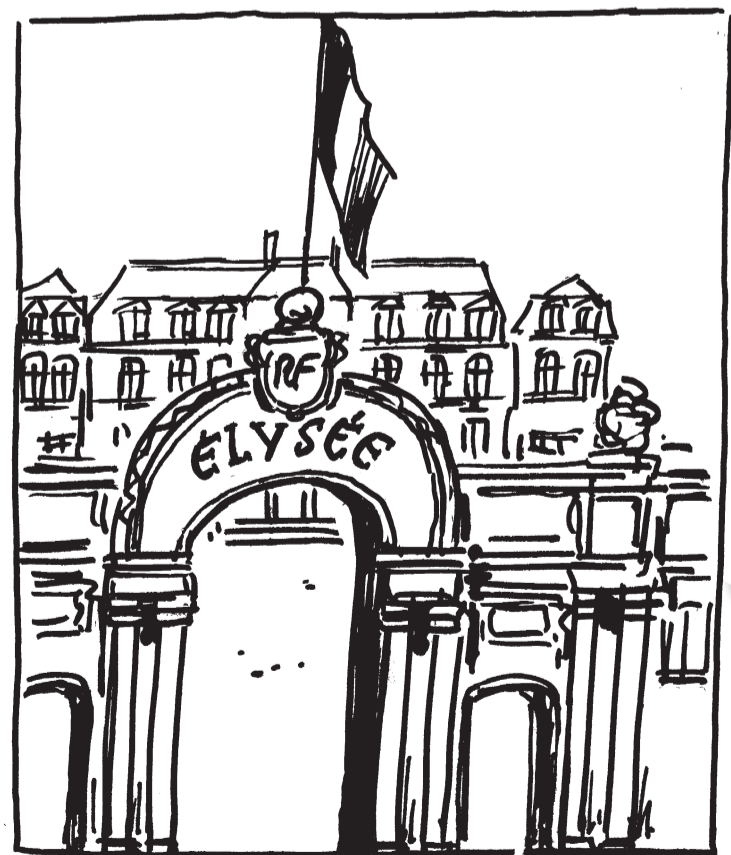
# iments

# SONT À NOUS !

SIÈGE SOCIAL  
DE TF1



SIÈGE SOCIAL  
DE FRANCE 2



-FAJOUR-

## LOI HADOPI ET DROITS D'AUTEUR

La loi Hadopi 2 est censée lutter officiellement contre le piratage et préserver les intérêts des auteurs : elle échoue deux fois. Juridiquement, elle remet en question plusieurs notions essentielles comme la possibilité d'un procès équitable, la présomption d'innocence ou encore la jouissance d'un droit fondamental reconnu par l'Union européenne.

Techniquement, elle est inefficace car l'adresse IP sur laquelle elle repose n'est pas fiable ; il est par exemple possible d'usurper celle d'un réseau Wifi mal sécurisé.

Démocratiquement, elle est dangereuse car elle instaure un système de flicage national de l'Internet ; une surveillance de toutes les communications électroniques (dont les messageries personnelles !) a même été envisagée avant d'être abandonnée

devant le tollé général.

Concernant les droits d'auteur, elle ne permet pas une redistribution plus équitable des richesses, qui restent majoritairement aux mains de l'industrie du divertissement ; pire, au travers d'un amendement, les journalistes qui étaient jusqu'à présent rémunérés à chaque publication sur tout nouveau support pourront dorénavant voir leur travail utilisé à l'envi pour une seule et unique rémunération.

La loi Hadopi 2 ? Elle protège les intérêts des capitalistes, pas ceux des artistes... Le NPA, outre la suppression pure et simple de cette loi, défend l'idée d'une taxation des grands groupes multimédias de manière à financer autrement une culture non soumise à la logique des profits.

## LE CSA OU LA VOIX DE SON MAÎTRE

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est, depuis 1989, l'organisme public chargé de contrôler les activités liées à l'audiovisuel (y compris les contenus). Ayant le statut d'« autorité indépendante », cette instance est présentée comme garante du « pluralisme » et de la « démocratie audiovisuelle » en France. Cette démocratie audiovisuelle n'est pourtant que le faux-nez de la domination de la bourgeoisie sur les médias privés et du gouvernement sur les médias « publics ».

Les membres sont nommés, pour une durée de six ans, par les présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale. Les derniers nommés sont évidemment tous des proches du pouvoir sarkozyste, que ce soit Christine Kelly (un moment pressentie au gouvernement) ou Françoise Laborde, l'ancienne présentatrice du JT de France 2 qui, dans son dernier livre, écrivait notamment que les cheminots « défendent leurs avantages »

et « n'ont jamais (...) stoppé (...) les trains de la mort qui emmenaient juifs et résistants vers les camps d'extermination ».

Le président du CSA n'est autre que Michel Boyon, ancien des cabinets Léotard et Raffarin. L'attribution de fréquences reflète également cette mainmise des grands groupes privés sur l'audiovisuel. Lors du passage à la TNT en 2005, des télé associatives comme Zaléa TV ont proposé des dossiers pour acquérir les nouveaux canaux nationaux, mais ce sont les groupes AB et Lagardère qui, en toute « indépendance » du CSA bien entendu, ont emporté le morceau. On voit ainsi ce que vaut le « pluralisme » que cette instance est censée assurer et ce qu'il advient de la « démocratie audiovisuelle » sous contrôle capitaliste.

Le NPA demande le démantèlement du CSA et propose qu'un nouvel organe, sous contrôle des travailleurs des médias et des usagers, soit créé pour réguler l'audiovisuel en France et assurer un véritable pluralisme.

## MISE AU PAS ET PRIVATISATION DE L'AFP

Depuis plus de dix ans, les projets de restructuration de la plus vieille agence de presse du monde se sont succédé au rythme de l'arrivée de PDG nommés par un conseil d'administration aux ordres des grands groupes de presse et de gouvernements qui ne supportent plus les velléités d'indépendance de l'Agence France Presse.

En ligne de mire aujourd'hui, le statut de 1957 qui empêche de transformer l'agence en source de profits pour des capitalistes avides de mettre la main sur une entreprise source d'une grande partie de l'information en France et en Europe. L'AFP, ce sont plus de 2000 salariés qui se battent pied à pied contre le changement de statut, prélude à la privatisation. Le projet est de la transformer en société anonyme dont le capital serait détenu à 100% par l'État. On connaît la chanson, et les exemples de

France Télécom et de La Poste sont là pour nous la remémorer. L'actuel PDG, Pierre Louette, se répand dans les médias contre des salariés jugés conservateurs et privilégiés. Et le ministre Frédéric Mitterrand vient de nommer un groupe de cinq « experts », chargés de réfléchir à l'évolution de l'AFP et piloté par... Henri Pigeat, ancien PDG de l'agence, chassé par les salariés en 1986 après une longue grève. Lesquels salariés ont de nouveau fait grève, en novembre dernier, pour exiger la titularisation des centaines de journalistes et autres salariés précaires qui, depuis des années, collectent et traitent l'information dans le monde entier.

Convaincu que l'« indépendance » invoquée par Louette pour justifier ses projets n'est qu'un trompe-l'œil, le NPA appelle à signer la pétition en ligne ([www.sos-afp.org](http://www.sos-afp.org)) et à rester vigilants.



## MARTINIQUE UNE DÉFAITE ANNONCÉE

**LE 10** janvier en Martinique, comme en Guyane, les électeurs devaient répondre par oui ou par non à la question suivante: «Approuvez-vous la transformation de la Martinique et de la Guyane en une collectivité d'outre-mer régie par l'article 74 de la Constitution, dotée d'une organisation particulière tenant compte de ses intérêts propres au sein de la République?» Les collectivités d'outre-mer disposent d'une plus large autonomie que les départements d'outre-mer, elles sont régies par l'article 74 de la Constitution tandis que les DOM le sont par l'article 73. 54,61% des inscrits se sont déplacés pour voter et le non l'a emporté avec 78,9% des suffrages exprimés. Le résultat était attendu, mais son ampleur étonne. Le peuple a bien senti qu'il s'agissait d'une cuisine mitonnée en dehors de lui par les élus locaux et le pouvoir.

La grève générale de 38 jours en Martinique, en février-mars 2009, en même temps que la Guadeloupe, avait montré le grand mécontentement du peuple et sa détermination. Il avait fait trembler les profiteurs et le pouvoir colonial mais aussi les partis majoritaires de la gauche institutionnelle, le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) et le Parti progressiste martiniquais (PPM) et le Rassemblement démocratique martiniquais (RDM). À la fin de l'année 2008, ces partis venaient de se lancer dans des conciliabules confus avec le pouvoir pour obtenir une «évolution institutionnelle» dans le cadre des articles 73 et 74 de la Constitution.

Sarkozy, craignant un embrasement généralisé dans ses colonies, a alors sorti le hochet des prétendus États généraux qui permettaient aux profiteurs de désertir les tables de négociation que leur imposaient les travailleurs en grève et aux politiciens de se sortir d'une crise sociale qui les embarrassait.

Au lieu de soutenir les travailleurs en lutte, de reprendre leurs aspirations, ils ont rallié l'initiative du pouvoir. C'était pourtant le moment d'exiger une remise à plat de tous les problèmes et une véritable négociation sur la base du rapport de forces créé dans la lutte et de réclamer une vraie consultation de la population par l'élection d'une assemblée constituante ou institutive.

Au lieu d'adopter cette ligne de lutte avec le peuple et de négociation avec le pouvoir, les partis de gauche majoritaires ont finalement permis à Sarkozy de reprendre la main, d'amuser la galerie avec le débat entre «treizistes» et «quatorzistes» et de sommer les Martiniquais de choisir entre deux articles de la Constitution française dans des termes et des modalités qu'il avait lui-même choisies.

Face à cette péripétie, quid des anticolonialistes et anticapitalistes? Le Groupe Révolution socialiste (GRS) appelait à voter pour l'article 74 mais sans illusion sur le choix entre deux articles d'une Constitution qui se refuse à reconnaître la qualité de peuple aux Martiniquais. Ce n'est que dans la poursuite des luttes dans l'unité que le peuple martiniquais fera avancer ses revendications sociales et démocratiques et que le système colonial pourra être détruit.

Correspondants

## et aussi

**L'ASSIMILATION VICTORIEUSE EN GUYANE.** L'ambiance était morose dimanche soir, parmi les progressistes guyanais. La consultation populaire sur le passage à l'article 74 a révélé un refus très majoritaire des votants - à près de 70% - de doter la Guyane d'une «organisation particulière tenant compte de ses intérêts propres au sein de la République». La campagne pour le Oui, animée par les forces de gauche et la grande majorité des élus locaux et parlementaires guyanais, n'a pas su convaincre la population de l'opportunité d'une plus grande autonomie. Pourtant, l'évolution statutaire a fait l'objet de bien des combats depuis une dizaine d'années. En novembre 2000, plusieurs journées de mobilisation, avec des manifestations importantes à Cayenne, des barrages, des émeutes, une occupation de la préfecture, avaient contraint le ministre des DOM-TOM - des Colonies - de l'époque à ouvrir des négociations. Les arguments démagogiques, et faux, de la droite ont fonctionné: les salaires vont baisser, les allocations vont être

L'attentat manqué contre le vol Amsterdam-Detroit, le 25 décembre, du jeune Nigérian, Omar Farouk Abdulmutallab, sert de prétexte à la relance d'une propagande américaine justifiant «la guerre contre le terrorisme» et, en particulier, au début d'une offensive militaire des États-Unis au Yémen.

## YÉMEN ET AL-QAIDA LA FUITE EN AVANT D'OBAMA

### ÇA CRAINT POUR LE YEMEN



**N**ous allons continuer à utiliser tous les éléments en notre pouvoir pour intercepter, détruire et vaincre les extrémistes qui nous menacent, qu'ils soient d'Afghanistan, du Pakistan, du Yémen ou de la Somalie, ou de partout où ils préparent des attaques contre le sol américain», a déclaré Obama, peu après cette tentative. On est bien loin des propos, tenus le 4 juin au Caire, qui se voulaient une main tendue au monde musulman. Sans doute Obama veut-il imposer son autorité sur l'État et le Pentagone en flattant l'hystérie antiterroriste. Mais il s'agit aussi et surtout de convaincre l'opinion américaine de la légitimité du redéploiement militaire dont le tout récent prix

Nobel a pris la responsabilité. L'affaire rocambolesque de l'attentat manqué est de toute évidence un prétexte qui vient à point nommé. Le jeune Nigérian était connu de la CIA. Son père, riche banquier, ancien ministre, avait lui-même prévenu les autorités américaines, dont la CIA, des tribulations de son fils. Ce dernier a pu, sans aucune difficulté, obtenir un visa pour les USA, puis embarquer sur le vol Amsterdam-Detroit. Ce sont les passagers qui l'ont maîtrisé et leurs témoignages ne correspondent pas au portrait officiel du terroriste aguerri, entraîné au Yémen par Al-Qaida. Les négligences des services de sécurité américains sont telles qu'Obama les a mises publiquement en cause. Façon aussi de donner du crédit à la version

officielle de l'affaire qui alimente la campagne antiterroriste contre le Yémen. En effet, la volonté des États-Unis d'intervenir militairement au Yémen n'a aucun rapport avec l'attentat raté. Elle obéit à une stratégie qu'Obama assume et même amplifie. Le 17 décembre, avant la tentative d'attentat, des raids américains sur de supposés sites d'Al-Qaida ont fait plus de 60 morts, provoquant la colère de la population. Cette offensive américaine, à laquelle s'associe la Grande-Bretagne, vise bien plus à terroriser la population pour essayer d'asseoir l'autorité du dictateur en place qu'à éliminer Al-Qaida. En effet, elle ne peut, au Yémen comme en Afghanistan, qu'alimenter la révolte contre les États-Unis. L'enjeu pour ces

derniers est de s'assurer le contrôle d'une position stratégique de même qu'en Somalie. Le Yémen, un des pays les plus pauvres du monde, dominé par une dictature qui affronte deux rébellions, au Nord et au Sud, est un point primordial pour le contrôle de la péninsule Arabique comme de l'océan Indien. 70 milliards de dollars viennent de lui être octroyés pour lutter contre le terrorisme, en fait pour renforcer la dictature soumise aux intérêts impérialistes contre les révoltes populaires. Le Yémen, mais aussi la Somalie, sont en passe de devenir le troisième front du redéploiement militaire des États-Unis et de leurs alliés.

Yvan Lemaitre

supprimées, la France va nous laisser tomber... Le poète et dramaturge Elie Stephenson, figure de la génération indépendantiste des années 1970, résume: «Plusieurs facteurs ont joué: la politique du revenu facile, la peur du moindre changement, le manque de confiance dans tout ce qui est guyanais, y compris leurs propres enfants et eux-mêmes. On verra dans les mois à venir quel en sera le prix. Le vote de ce soir c'est un oui en fait. Un oui à la servitude.» Un défi reste plus que jamais posé aux organisations sociales et politiques, dont le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale: comment traduire la colère, qui existe dans de nombreux secteurs de la population, en projet politique d'avenir pour ce pays, dernière colonie sur le continent sud-américain?

**PRISONNIERS EN LUTTE AU PAYS BASQUE.** Le collectif des prisonniers politiques basques a annoncé le 4 janvier avoir entamé une nouvelle lutte pour dénoncer la politique carcérale des États

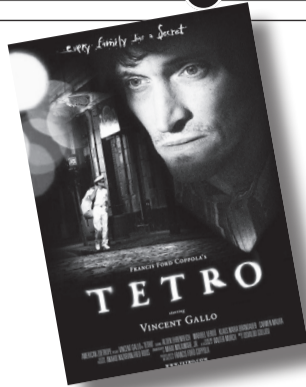
espagnols et français. Cette mobilisation (incluant des grèves de la faim) vise à mettre un terme aux multiples atteintes dont sont victimes quotidiennement les prisonniers et leurs familles. Parmi les revendications figurent notamment la libération des détenus ayant accompli leurs peines (le nouveau code pénal espagnol aggravant les sanctions pour «terrorisme», près d'une quarantaine de prisonniers basques se sont déjà vu infliger des allongements de peine de manière rétroactive), ceux gravement malades ou pouvant prétendre à une libération conditionnelle, sans oublier l'impossibilité de faire des études dans les prisons françaises ou les fouilles à corps imposées aux familles dans l'État espagnol. Près de 770 prisonniers politiques basques sont actuellement détenus (dont 170 en France), un chiffre jamais atteint depuis 1974. Face à l'aveuglement des gouvernements espagnol et français qui veulent résoudre la question basque par la répression, nous devons affirmer une solidarité totale avec la lutte des prisonniers politiques basques pour le respect de leurs droits.





**CINÉMA**  
**AGORA/Alejandro Amenabar**

Amenabar choisit un cadre et un personnage peu communs pour son dernier film. Hypatie d'Alexandrie, femme, philosophe et astronome dans une cité d'Alexandrie qui, à la fin de l'Empire romain, voit les chrétiens prendre une place de plus en plus importante, puis tout l'espace. Les premières minutes où une rivalité amoureuse se met en place entre un élève de la dame et son esclave personnel, font craindre le pire. Mais ces errements s'effacent vite pour laisser place au véritable propos du film : une dénonciation implacable et sans aucune concession de la religion et de ses consorts, l'obscurantisme et la bigoterie, face à la science et à la philosophie. Amenabar utilise toutes les facettes de son film pour faire passer son propos sans qu'aucune ambiguïté ne puisse subsister. Une réflexion particulièrement bienvenue, spécialement dans un film à grand budget.  
**Aurélien Smirnoff**



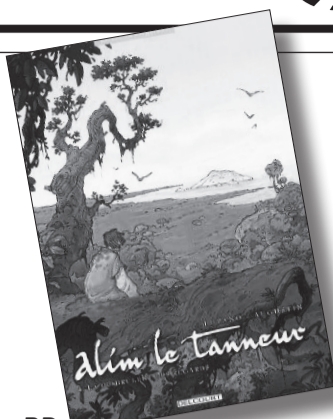
**CINÉMA**  
**TETRO/Francis Ford Coppola**

C'est incontestablement une pièce maîtresse que Coppola nous livre en ce début d'année. Largement autobiographique, le réalisateur des *Parrain* nous propose une œuvre pudique, beaucoup moins spectaculaire que ses films précédents. L'histoire est cornélienne, reprenant des thèmes déjà développés dans *Le Parrain II* (la famille, toujours la famille), le poids d'un père musicien qui écrase toute sa famille, de son frère à ses enfants. Le père superbement joué par le trop rare Klaus Maria Brandauer. Le noir et blanc est de mise avec une recherche esthétique très poussée autour de la lumière. Coppola nous donne également du spectacle dans le spectacle avec des scènes inspirées des contes d'Hoffmann, une scène de ballet magnifique qui résume à elle seule l'histoire dans l'histoire, et enfin un bouquet final opéra.  
**Thibault Blondin**



**MUSIQUES**  
**GLITTER AND DOOM (LIVE)/Tom Waits/ANTI**

Tom Waits représente une des dernières légendes vivantes de la musique ricaine. Surtout connu du grand public pour ses apparitions déjantées dans les films de ses potes (le dj radio hors-la-loi de *Down by Law* de Jim Jarmusch, le goule halluciné du *Dracula* version Coppola ou récemment le satan de *L'Imaginarium du Docteur Parnassus* façon Terry Gilliam), le bluesman qu'il incarne depuis *Closing Time* en 1973, détone toujours au cœur d'un univers artistique de plus en plus formaté. Capable des registres les plus classiques du piano bar autant que des délires expérimentaux surréalistes (*Bone Machine*) – avec au milieu son chef d'œuvre polymorphe (*Rain Dog*) –, ses performances sur scène, trop rares en Europe, se révèlent de grands moments d'incandescence élégiaque. On ne saurait donc trop conseiller ce témoignage récent du phénomène de foire, au sens rebelle et noble, du folklore américain.  
**King Martov**



**BD**  
**ALIM LE TANNEUR/Lupano, Augustin/DEL COURT/12,90 EUROS**

Le quatrième tome de cette série vient de sortir. On peut dire que c'est une réussite car elle réussit à allier scénario intéressant et humour. Elle retrace l'histoire d'un tanneur et de sa petite-fille. Ils retrouvent dans le ventre d'une baleine échouée sur la plage l'armure et les armes du prophète légendaire de la religion de leur empire, censé avoir rejoint le territoire des dieux. Ce serait la preuve que leur prophète n'était qu'un simple humain et que sa mission a échoué ! Ils sont aussitôt pourchassés comme hérétiques car ils risqueraient de remettre en cause toute l'idéologie de leur empire, et doivent s'enfuir aux confins de celui-ci. Cet ouvrage permet de suivre des personnages attachants et met en évidence la possible utilisation de la religion par le pouvoir politique.  
**Sylvain Pattieu**



[www.pourlasuppressionduministere-delidentitenationale.org](http://www.pourlasuppressionduministere-delidentitenationale.org) (en un seul mot)

La création du ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration a jeté le trouble dans le pays, en ressortant un jargon stigmatisant les immigrés, en fixant de nouveaux objectifs d'expulsion d'étrangers, et en cautionnant toujours des rafles de sans-papiers, l'enfermement d'enfants dans des centres de rétention, le délit de solidarité, l'expulsion des exilés vers certains pays en guerre au mépris du droit d'asile, la multiplication des contrôles d'identité au faciès ou encore la naturalisation à la carte, préfecture par préfecture, rompant avec le principe d'égalité. Aujourd'hui, un appel pour la suppression de ce ministère est lancé sur le net afin que les habitants, les associations, les partis et les candidats aux futures élections exigent la suppression de ce ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration qui met en danger la démocratie. En parallèle, un film intitulé *Le Ministère de la haine, ou les dérives de la République*, visant à mettre en relief la violence et la régression portées par ce ministère, est en préparation et nécessite le soutien de tous les internautes afin qu'il puisse voir le jour et être diffusé.

## EXPO CELTES SANS FRONTIÈRES

Le musée de Saint-Germain-en-Laye présente jusqu'au 26 avril « Golasecca », exposition évoquant « le commerce et les hommes à l'âge du fer (VIII<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) » dans l'Europe de l'Ouest : Gaulois ou autres, ils étaient tous « sans papiers » !

**S**ans parler du château qui l'abrite, où des rois naquirent (Henri II, Charles IX, Louis XIV) et moururent (Louis XIII), et où se conclurent aussi des guerres et des paix, peu d'institutions semblent aussi intimement liées à l'idéologie de « l'identité » française que le musée d'archéologie nationale (MAN), fondé sous le nom de musée des Antiquités nationales de la France par Napoléon III, qui avait aussi fait ouvrir les fouilles d'Alésia, Gergovie, etc., autant par « celtomanie » personnelle que par souci de battage militaro-nationaliste. Mais, grâce à la qualité et à l'indépendance de ses savants, le MAN s'était vite affranchi de cette hypothèque chauvine, et il est réconfortant d'observer que ses expositions de ces dernières années ont évité tout ce qui aurait pu servir la promotion gouvernementale d'une « identité nationale » xénophobe.



On le constatera mieux encore avec « Golasecca », du nom d'un bourg d'Italie à la limite de la Lombardie et du Piémont, au bord du Tessin, juste au débouché du lac Majeur. Des fouilles y ont révélé, de 1824 à ces dernières années, des sépultures à crémation de la tradition celtique

la plus ancienne (Hallstatt), recelant des objets en métal et céramique de fabrication locale ou de provenance lointaine, indices d'une société commençant à s'urbaniser, à compter des artisans spécialistes et probablement aussi une élite que distinguaient ces objets de luxe. Mais des productions typiques de cette « culture de Golasecca » ont également été retrouvées en Suisse, dans le sud-ouest de l'Allemagne, dans l'est et le centre de la France et jusqu'en Sicile, suggérant l'ampleur des échanges dont la vallée du Tessin fut le passage obligé ou même le foyer. De ces sociétés qui commerçaient ainsi avant la deuxième phase de l'expansion celtique (La Tène), les archéologues ne parlent qu'avec extrême prudence et contre toute idéalisation. Mais à leurs yeux cette dispersion si large d'objets n'a pu se faire sans mélange de populations, mariages « mixtes » et transmission d'usages nouveaux (tel celui du vin chez les buveurs de cervoise et d'hydromel), avec un sens de l'hospitalité que les Celtes tenaient peut-être de leur passé de « bandes d'émigrants », comme disait l'archéologue, Henri Hubert. Seuls des rapprochements minutieux ont permis aux spécialistes italiens, français, suisses et allemands travaillant sur cette culture d'en esquisser cette image vivante à partir de ses sépultures. C'est que « nationale » ou non, l'archéologie est absolument incompatible avec l'esprit de clocher et procède avant

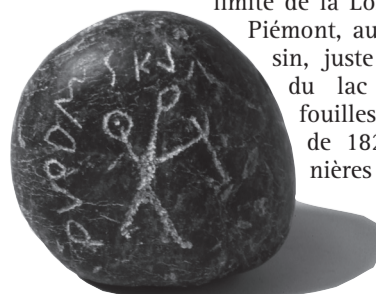


tout par comparaisons. On finira de le vérifier au sortir de cette belle exposition en visitant le reste du musée, dont les très riches collections s'étendent jusqu'à l'Afrique, l'Asie et même jusqu'à la Nouvelle-Guinée.

**Gilles Bounoure**

1. Catalogue du même titre, très détaillé, avec lexique fort utile pour s'initier à l'archéologie.

**Illustrations :**  
Trousse de toilette. Museo civico archeologico «Paolo Giovio», Côme, Italie. © Archivio fotografico musei civici di Como.  
Galet de Briona avec inscriptions. Museo di Antichità, Collezioni Archeologiche San Bernardino in Briona, Turin. © soprintendenza per i Beni Archeologici del Piemonte e del Museo di Antichità Egizie / photo F. Lovera.  
Vases de Golasecca première période. Musée d'Archéologie nationale, château de Saint-Germain-en-Laye. © Rmn / Loïc Hamon





## MARINALEDA

# UN ÎLOT D'ANTICAPITALISME

En Andalousie, le maire et les habitants d'une petite ville ont décidé d'appliquer une politique anticapitaliste. Cet article a été publié pour la première fois dans le quotidien espagnol El Mundo.

### PARADIS INFERNAUX

Les villes hallucinées du néo-capitalisme

SOUS LA DIRECTION DE  
**MIKE DAVIS &  
DANIEL B. MONK**  
LES PRAIRIES ORDINAIRES  
316 PAGES - 22 EUROS



l'essai

### LES MÉDIAS

ont coutume de parler des ghettos urbains à propos des banlieues. L'objet de ce livre est totalement à l'opposé. Il traite, en effet, des nouvelles citadelles construites pour les riches à travers le monde. Au Caire, à Dubaï, Johannesburg, Kaboul, Managua et bien d'autres villes, sur tous les continents, les différents auteurs explorent ces lieux où les milliardaires d'un capitalisme parfois teinté de mafia, laissent libre cours à leur imagination débordante pour créer des quartiers ou des villes entières qui semblent souvent sorties de l'imagination des studios Disney. Par delà l'outrance de ces constructions (villes flottantes, hôtel sous la mer ou en forme de palmier, pistes de skis dans le désert...), le principal intérêt de ces lieux est de poser une frontière quasi infranchissable avec tout ce qui ressemble de près ou de loin à la classe ouvrière, la régulation étatique ou l'espace public. En définitive, les riches n'ont plus à se soucier des pauvres et peuvent enfin se retrouver entre eux et en toute sécurité. Impossible de ne pas se révolter, en lisant cet essai, devant la gabegie assumée de richesses. On comprend dès lors pourquoi tous les sommets de Copenhague ne pourront rien changer à la menace climatique tant que les capitalistes mèneront le monde. On comprend aussi à quel point tous les G20 du monde ne sauraient «moraliser» un système foncièrement amoral. Mais dans le même temps, cette course à la démesure, à l'hyperbole apparaît comme un pathétique besoin de remplir des vies qui n'ont d'autre but que de dépenser les milliards gagnés sur le dos des exploités. Une raison de plus, s'il en manquait, de ne pas se résigner.

Dominique Angelini

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)



Si Marx était vivant, il irait vivre à Marinaleda, une petite ville andalouse des environs de Séville, qui n'a pas été touchée par la crise et dont le maire, Juan Manuel Sanchez Gordillo, est réélu sans discontinuer depuis trente ans. Pour obtenir un tel résultat, l'édile a commencé par l'essentiel : le droit au logement, au travail, à la santé et à l'éducation. «Il nous a fallu trente ans pour arriver là. Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que ce sont nos solutions qui marchent. La spéculation immobilière, elle, ne pouvait rien donner de bon. C'est la cupidité qui a plongé le monde dans la crise. Les gens sont surpris lorsqu'ils voient qu'ici, il n'y a presque pas de chômeurs et que tout le monde a sa propre maison. Mais c'est pourtant ça qui est normal. Ce qui n'a pas de sens, c'est ce qui se fait ailleurs. Et qu'on ne vienne pas me dire que notre expérience n'est pas transposable : n'importe quelle ville peut faire la même chose si elle le souhaite.» Marinaleda est d'ailleurs devenue à la mode : le *New York Times*, qui cherchait à démontrer comment certaines recettes marxistes peuvent fonctionner, lui a consacré un reportage. L'aventure a commencé il y a trente ans, quand les habitants ont décidé d'appliquer à la lettre le slogan «la terre appartient à ceux qui l'exploitent» et de confisquer 1 200 hectares en friche appartenant au

duc de l'Infantado, un coup de force qui a valu aux habitants de Marinaleda plusieurs années de lutte, de manifestations et de batailles judiciaires. «Le taux de chômage était très élevé, le peuple avait besoin de ces terres, explique le maire. Nous les avons utilisées pour construire l'usine de conserve de légumes qui fonctionne toujours et qui a presque permis d'éliminer le chômage. Cela a changé la vie de tout le monde ici.» Le système est simple : les habitants ont créé une coopérative qui ne redistribue pas les bénéfices. «On a tout réinvesti pour créer encore plus d'emplois. C'est aussi simple que cela. Chacun a fait ce qu'il faut pour vivre, c'est tout.» Le salaire des travailleurs («de tous les travailleurs, quel que soit le poste qu'ils occupent») est de 47 euros par jour, six jours par semaine, à raison de six heures et demie de travail quotidien – c'est-à-dire 1 128 euros par mois. Mais lesdits travailleurs n'ont pas beaucoup de dépenses, car ceux qui sont inscrits au plan de logement de la mairie paient 15 euros par mois pour leur maison. «Les maisons sont construites sur des terrains municipaux. Celui qui fait la demande s'engage à construire sa propre maison, mais il est aidé par un chef de chantier et un architecte rémunérés par la mairie. Nous avons un accord avec le gouvernement régional d'Andalousie, qui fournit les matériaux. En deux ou trois ans, les travaux sont terminés, la maison appartient à celui qui l'a bâtie, et il n'a plus qu'à payer 15 euros par mois.»

Un prix dérisoire pour une maison de 90m<sup>2</sup> qui peut être agrandie au fur et à mesure que la famille s'agrandit. Le plein emploi et les logements à prix imbattables sont probablement les aspects les plus visibles de la politique municipale, mais Marinaleda réserve d'autres surprises. Par exemple, il n'y a pas de policier. «Nous en avions un, mais nous avons décidé d'économiser ce salaire quand il a pris sa retraite.» N'y a-t-il pas de délinquants à Marinaleda? «Il n'y a pas de vandalisme, par exemple, parce que tout a été construit par les gens du village. Si un jeune ou son père ou un ami a installé un banc, il n'y a pas de raison de le dégrader ou d'y faire des graffitis, non? Le fait que les budgets soient approuvés par tous contribue également à l'absence de délinquance.» La confiance de ses administrés, Gordillo la doit aussi à sa gestion de la mairie. «Avant d'accepter le mandat, nous devons nous engager par contrat à toujours être les derniers à percevoir un quelconque bénéfice. C'est-à-dire que si nous décidons, lors d'une assemblée, d'attribuer de nouvelles maisons et qu'un élu en a besoin, il sera toujours le dernier sur la liste. Pour ce qui est de la rémunération, nous ne touchons rien. Je n'ai jamais rien touché pour faire de la politique. Je suis enseignant, c'est de ce travail que je vis.»

Silvia Grijalba  
(traduction par correspondant)

## boîte à lettres

Pour nous écrire : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**FÉMINISTE. (VIA LE SITE):** Je suis une femme et féministe, croyez-le bien. Cependant, je suis également une amoureuse des lettres et de la langue française. Et puis, il y a féministes et féministes : celles qui défendent de vrais droits et celles qui s'acharment sur des vétilles, pour ne pas dire des bêtises. C'est pourquoi, bien que profondément intéressée par vos bulletins d'informations, par les articles de *Tout est à nous!*, et en général, par toute la «littérature» émanant de votre parti, je ne puis m'empêcher d'être très agacée par la forme que prend souvent celle-ci : je veux surtout parler des fautes de français, et en particulier de cette mode «féministe», qui

consiste à ajouter systématiquement, entre parenthèses, des «e» à tous les substantifs et adjectifs, tels que «amis» ou «chers», par exemple. Ceci alourdit et enlaidit considérablement votre prose, et cela de façon totalement inutile. Puis-je me permettre de vous rappeler qu'en bon français, «ils» s'emploie lorsqu'on parle d'un groupe comprenant des hommes et des femmes, sans que celles-ci soient exclues de la pensée et de l'évocation? [...] Car, sachez-le, en langue française, et cela depuis toujours, les femmes sont des hommes comme les autres. Bien cordialement vôtre.



### LE N°6 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclut la revue.

**VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO** un dossier sur la souffrance au travail, une interview de Michel Agier, coordinateur de l'appel des chercheurs pour la fermeture du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, un article sur le fonctionnement des régions, un bilan à chaud du Sommet de Copenhague... et bien d'autres articles encore!





## JUSTICE «ASSIS, DEBOUT MAIS PAS COUCHÉS»

Le 14 janvier, magistrats, avocats et fonctionnaires de justice se sont rassemblés sur les marches du palais de justice de Paris pour clamer leur refus des réformes de la justice, principalement celle concernant la suppression des juges d'instruction. C'est en scandant « Assis, debout mais pas couchés » qu'ils se sont dirigés vers la Cour de cassation où un an plus tôt, lors de l'audience de rentrée, Sarkozy avait annoncé sa volonté de supprimer le juge d'instruction. Les manifestants ont rappelé leur refus d'une justice aux ordres qui ne pourrait plus instruire les affaires politico-financières. L'imbrication du pouvoir avec le monde des affaires est telle que le gouvernement est allé très vite, convaincu qu'il fallait faire disparaître la possibilité pour les victimes de ces affaires de porter plainte directement auprès d'un juge d'instruction. Le transfert au Parquet, complètement

assujéti au ministre de la Justice, de la décision de poursuivre ou non est une attaque supplémentaire au peu d'indépendance qui reste à la justice. La réforme de la justice des mineurs, annoncée elle aussi cette année, dans une optique unique de répression et d'enfermement, la fermeture massive de tribunaux, la politique du chiffre et le rappel à l'ordre de tous ceux qui ne sont pas aux ordres étaient aussi dénoncés lors de ce rassemblement. L'arrivée de la manifestation à la Cour de cassation a été houleuse, une délégation reçue quelques minutes est ressortie avec pour seule réponse, la carte de visite d'un conseiller de la ministre. C'est aux cris de « Sarkozy au dépôt » que les manifestants ont été dispersés par les gendarmes. Rendez-vous le 21 janvier pour la grève de la fonction publique et en mars pour les états généraux de la justice.



14 janvier 2010. Palais de justice à Paris, rentrée solennelle de la Cour de cassation en présence de François Fillon et Michèle Alliot-Marie. Mobilisation des magistrats, des avocats, des personnels de justice contre les réformes et particulièrement celle qui envisage la suppression du juge d'instruction. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

### LE CHIFFRE

# 600 000

**C'est le nombre de chômeurs qui se retrouveront sans indemnités cette année.**

**Le nombre de chômeurs en fin de droits s'élèvera donc à 1 million, soit une augmentation de plus de 35% en un an. Parmi ces « fins de droits », seuls 38% bénéficieront de la solidarité nationale et percevront l'allocation spécifique de solidarité (ASS) ou le revenu de solidarité active (RSA). Il y a fort à parier que la pauvreté en France va sensiblement grimper, tout comme le nombre absolu de demandeurs d'emploi, conformément à ce que l'on pouvait craindre. Mais pour Christine Lagarde, la situation sera bien meilleure en 2010!**

### JEUDI NOIR MENACÉ.

Le tribunal d'instance du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris a décidé de l'expulsion des treize militants de Jeudi noir, collectif pour le logement, qui occupent, place des Vosges, un hôtel particulier de 1500 m<sup>2</sup>, inoccupé depuis 1965. Ils ont décidé de rester, malgré le risque d'expulsion et la forte amende qui les menacent et nous devons les soutenir. Le jugement rendu, le problème du mal logement reste entier. Rien qu'à Paris, 136 000 logements sont vides alors qu'il y a 100 000 demandeurs de logements sociaux et plus de 150 000 personnes vivant en surpeuplement. Il faut appliquer la loi de 1945 de réquisition des logements vides et lancer un vaste plan de construction de logements sociaux de bonne qualité dans toute l'Île-de-France. Il est intolérable que des communes riches préfèrent payer des pénalités plutôt que d'appliquer la loi qui les oblige à avoir plus de 20% de logements locatifs sociaux.



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

### DANGER DE MORT POUR MUMIA.

La Cour suprême des États-Unis doit prochainement décider si elle se saisit d'un recours pour maintenir la peine de mort de Mumia Abu-Jamal. Ancien militant des Blacks Panthers, il est dans l'enfer du couloir de la mort depuis 28 ans pour l'assassinat d'un policier pour lequel il clame son innocence. Il a été condamné à mort en 1982, après un procès raciste et expéditif où la quasi-totalité des jurés noirs ont été récusés. Cette composition raciste du jury de l'époque devrait, selon la Constitution américaine, donner le droit à Mumia à un nouveau procès, mais cela lui a été refusé. En 2008, la cour d'appel de Pennsylvanie a annulé la condamnation à mort mais l'État de Pennsylvanie a fait appel et cet appel risque d'être pris en compte par la Cour suprême. Une pétition, qu'il faut rapidement et largement signer, est adressée à Obama ([www.mumiabujamal.net](http://www.mumiabujamal.net)).

### ÉVACUATION DES SANS-PAPIERS À VITRY.

Jeudi 14 janvier à 18 heures, 70 personnes se retrouvaient devant le centre des impôts de Vitry pour protester contre l'évacuation du piquet des sans-papiers, après trois mois d'occupation. À 6 heures du matin, un fort contingent de policiers avait bouclé le quartier et vers 10h30, les sans-papiers avaient dû quitter, la rage au cœur, le trottoir où ils avaient vécu le froid, la neige, mais aussi la chaleur de la solidarité de ceux qui venaient apporter de quoi continuer la lutte : charbon, argent, nourriture ou encouragement. Le lendemain, devant la détermination des grévistes, le centre des impôts était fermé. Samedi, nouveau rassemblement militant pour la galette des rois. Alors que plus de 6 000 sans-papiers sont en lutte et que 400 000 travaillent, Sarkozy et Besson jouent le pourrissement du mouvement en proposant un « quota » de 500 à 1 000 régularisations. La lutte continue pour la régularisation de tous les sans-papiers!

### GRÈVE EN TURQUIE.

Les ouvriers de Tekel, excédés par la bureaucratie de Türk-İs, la confédération dont dépend leur syndicat de branche, ont envahi ses locaux et exigé la démission des dirigeants. « Calmés » par les responsables syndicaux sur place, ils ont annoncé leur décision d'entamer « un jeûne de la mort » si la situation n'évolue pas pendant trois jours. Ces ouvriers travaillaient dans l'ancienne entreprise d'État Tekel, qui produisait des alcools et du tabac. Tekel a été privatisé, ils ont perdu leur statut, un grand nombre va être licencié et les autres voient leurs revenus fondre. Le gouvernement est sourd à leurs demandes. La mobilisation des ouvriers de Tekel est très suivie et, rejoints par leurs familles, ils tiennent un sit-in permanent devant le siège de Türk-İs. Selon la loi, ils ont besoin que leur confédération appelle à une grève générale, or les responsables de Türk-İs, sont nationalistes et très peu enclins aux mobilisations. Ils ont refusé tout en se déclarant solidaires des ouvriers de Tekel en appelant le gouvernement à plus de « tendresse »!

### QUAND SARKOZY REMERCIE LES SYNDICATS.

Lors de ses vœux aux partenaires sociaux, le 15 janvier, Sarkozy a consacré l'essentiel de son discours à faire l'éloge des dirigeants syndicaux. La « crise aurait pu conduire notre pays à se déchirer », a-t-il dit à propos de 2009, mais « cela n'a pas été le cas, (...) parce que nous avons agi vite. Ensemble. Et je crois, avec le sens de la responsabilité. » Il a aussi remercié certains des syndicats présents pour leur collaboration dans la réforme qui a abouti à la création de Pôle Emploi. « Et je dois dire que nous avons travaillé avec certains d'entre vous. Je ne veux pas vous gêner, je ne dis donc pas « main dans la main », mais enfin, nous nous sommes compris. » Sarkozy compte utiliser en 2010 la même méthode que celle qui lui a si bien réussi en 2009, en particulier pour mener de nouvelles attaques contre les retraites. Mais là où il se trompe c'est quand il affirme que ce dialogue « social », de dupes ou de capitulation, en fait, correspond à « l'état d'esprit majoritaire dans notre pays ».



**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail :** [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 9 000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)